

Unité départementale de l'Ain  
23 rue Bourgmayer  
01012 BOURG EN BRESSE

Bourg-en-Bresse, le 01 août 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/07/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**BEGUET SAS**

Parc d'activité des Fours  
01350 CULOZ

Références : 2023-RAP-S4228  
Code AIOT : 0010100176

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/07/2023 dans l'établissement BEGUET SAS implanté Parc d'activité des Fours – 01350 CULOZ.

L'inspection a été annoncée le 29/06/2023.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site <https://www.georisques.gouv.fr>.

L'inspection, objet du présent rapport, est réalisée dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BEGUET SAS
- Parc d'activité des Fours – 01350 CULOZ
- Code AIOT : 0010100176
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société BEGUET a été créée en 1939.

Elle est spécialisée dans la sous-traitance en tôlerie et chaudronnerie depuis 1963 : fabrication de pièces métalliques complexes, à l'unité ou en série, avec, à la demande, des traitements de surface (décapage, dégraissage, peinture) pour un large panel de secteurs d'activité et une clientèle plutôt locale.

L'établissement est implanté sur le Parc d'activités des Fours (commune de Culoz – Béon) depuis 2000. A ce jour, l'établissement emploie une quarantaine de personnes et fonctionne du lundi au vendredi.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- la situation administrative du site ;
- la consommation en eau ;
- la prévention des risques liés à l'utilisation de bains de traitement de surface ;
- la gestion des produits chimiques sur site.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suites, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection	Délai (1)
1	Liste des installations classées	Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, article 1.2.1	Lettre de suites	1 mois
2	Ouvrages de prélèvement en eau	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 26	Lettre de suites	1 mois
4	Consommation spécifique en eau	Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, article 8.1.5.3	Lettre de suites	1 mois
7	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, article 7.2.3	Lettre de suites	3 mois
9	Gestion des produits chimiques	Règlement européen du 18/12/2006, articles 30, 35, 37-5 et AP du 31/03/2009, articles 7.4.3 et 7.4.5	Lettre de suites	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la lettre de suites

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
3	Consommation en eau	Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, article 4.1.1
5	Gestion des effluents aqueux	Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, article 8.1.5.2
6	Plan général des ateliers et des stockages	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 10
8	Activité de traitement de surface	Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, article 8.1.3.2

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des points contrôlés, l'exploitation du site est satisfaisante.

L'exploitant doit toutefois mettre en place une veille réglementaire et assurer avec une plus grande rigueur le suivi d'un certain nombre de prescriptions et contrôles périodiques à réaliser.

## 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Liste des installations classées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, article 1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Rubriques ICPE
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'arrêté préfectoral du 31/03/2009 classe le site sous les régimes suivants : 1131-2c (A), 2565.2a (A) pour un volume de bain de 24 m<sup>3</sup>, 1412-2b (D), 2560-2 (D) et 2940-3b (D) pour une utilisation de 40 kg/j de peintures poudre.</p>
<p><b>Constats :</b>  Depuis la signature de l'arrêté préfectoral du 31/03/2009, la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement a évolué à plusieurs reprises.  A la suite de l'inspection de 2018, l'exploitant avait transmis à l'inspection des installations classées un positionnement de son établissement sous les rubriques 4XXX. Après vérification par l'inspection des installations classées, le classement en 4120.2 a été retenu pour le bain constitué d'acide nitrique et d'acide fluorhydrique. Aujourd'hui, l'exploitant n'utilise toutefois plus le même produit commercial. Il convient qu'il vérifie si le classement de cette installation a évolué.</p> <p>Concernant la rubrique 2565, l'établissement est passé du régime d'autorisation à celui d'enregistrement (Décret n° 2019-292 du 09/04/2019 créant le régime d'enregistrement pour la rubrique 2565). L'exploitant n'ayant pas demandé à ce que ses installations soient gérées via les règles de procédure de l'enregistrement, les règles de procédures restent celles de l'autorisation, le régime des installations est celui de l'enregistrement et les prescriptions applicables sont celles de l'AP du 31/03/2009 et de l'AM du 09/04/2019, applicables aux installations dites « existantes » selon les modalités définies dans cet arrêté.</p> <p>L'exploitant indique, le jour de l'inspection, que le site ne compte plus qu'une cuve de décapage de 9 m<sup>3</sup> et que le bain de phosphatation est désormais de 1 200 l portant le volume enregistré à 10,2 m<sup>3</sup> au lieu de 24 m<sup>3</sup>.</p> <p>La cuve de propane de 12,75 t est toujours en place et est désormais classé 4718.2.b.  L'exploitant doit vérifier la conformité de ses installations avec les dispositions de l'arrêté ministériel du 23/08/05 applicable à cette rubrique.</p> <p>Le site est toujours classé en déclaration sous les rubriques 2560.2 (travail mécanique des métaux) et 2940.3.b (peinture poudre).</p> <p><b>L'exploitant doit transmettre officiellement en préfecture une actualisation du classement de ses installations au regard de la nomenclature des installations classées aujourd'hui en vigueur et de l'évolution d'activité de son site, afin de procéder à une actualisation de son arrêté d'autorisation.</b>  Si l'exploitant souhaite que ses installations soient gérées via les règles de procédures de l'enregistrement, il doit en faire la demande et transmettre les documents justifiant du respect des prescriptions applicables aux installations (article D.181-15-2bis du code de l'environnement), ainsi que, le cas échéant, la nature, l'importance et la justification des aménagements aux prescriptions générales sollicités.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suites
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 2 : Ouvrages de prélèvement en eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 26
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Comptage de l'eau prélevé et protection des réseaux
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations de prélèvement d'eau dans le milieu naturel ou dans un réseau public sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ces mesures sont régulièrement relevées et le résultat est enregistré et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le système de disconnection équipant le raccordement à une nappe d'eau ou au réseau public de distribution d'eau potable, en application du code de la santé publique, destiné à éviter en toute circonstance le retour d'eau pouvant être polluée peut être vérifié régulièrement et entretenu.
<b>Constats :</b> Le site utilise l'eau de son forage pour l'usage industriel et l'eau du réseau AEP pour les usages sanitaires. Un dispositif est toutefois prévu pour utiliser l'eau de ville si le forage n'est plus opérationnel (ce qui est rare d'après l'exploitant et aucun incident sur l'ouvrage n'a été relevé en 2022). Un disconnecteur est installé sur l'arrivée du réseau d'eau potable de la ville pour éviter tout retour d'eau polluée. L'exploitant n'est pas en mesure de spécifier le type de disconnecteur installé et ce dernier n'a pas fait l'objet de maintenance. Le forage est équipé d'un compteur qui fait l'objet d'un relevé mensuel que l'exploitant a présenté lors de l'inspection. L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées un coupe géologique de l'ouvrage.  <b>L'exploitant identifiera le type de disconnecteur installé et en fera assurer la maintenance appropriée, dont il transmettra le justificatif à l'inspection des installations classées.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suites
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

### N° 3 : Consommation en eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, article 4.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prélèvement en eau souterraine
<b>Prescription contrôlée :</b> La prélèvement maximal en eau souterraine est fixé à 700 m <sup>3</sup> /an.
<b>Constats :</b> En 2022, l'exploitant a consommé 693 m <sup>3</sup> d'eau en provenance du forage et 16 m <sup>3</sup> (facture d'avril 2002 à mai 2023) sur le réseau d'eau AEP. Sur le 1 <sup>er</sup> semestre 2023, la consommation est de 451 m <sup>3</sup> en eau de forage, ce qui laisse présager un dépassement de la quantité autorisée à fin 2023. Après s'être assuré de l'absence de fuite sur son réseau d'eau, l'exploitant estime que cette surconsommation provient de la nouvelle cabine de peinture récemment installée et en particulier du traitement préalable de l'eau par un osmoseur (l'eau était utilisée sans prétraitement avec l'ancien équipement). Un compteur doit être prochainement installé sur l'osmoseur pour vérifier si son rendement correspond bien à celui indiqué par le constructeur.  <b>L'exploitant tiendra informé l'inspection des installations classées du résultat de ses investigations et veillera à respecter le niveau de prélèvement maximal annuel imposé.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Consommation spécifique en eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, article 8.1.5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Consommation spécifique en eau
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les systèmes de rinçage doivent être conçus et exploités de manière à obtenir une consommation d'eau spécifique, rapportée au mètre carré de la surface traitée, dite « consommation spécifique », la plus faible possible.</p> <p>Sont pris en compte dans le calcul de la consommation spécifique : les eaux de rinçage, les éluats, rinçages et purges des systèmes de recyclage, de régénération et de traitement spécifique des effluents, les vidanges des cuves de traitement et les eaux de lavage des sols.</p> <p>Ne sont pas pris en compte dans le calcul de la consommation spécifique : les eaux de refroidissement, les eaux pluviales et les effluents issus de la préparation d'eaux d'alimentation de procédé.</p> <p>On entend par surface traitée la surface immergée (pièces et montages) qui participe à l'entraînement du bain. La surface traitée est déterminée soit directement, soit indirectement en fonction des consommations électriques, des quantités de métaux utilisés, de l'épaisseur moyenne déposée ou par toute autre méthode adaptée au procédé utilisé. La consommation spécifique est exprimée pour l'installation, en tenant compte du nombre de fonctions de rinçage.</p> <p>Il y a une fonction de rinçage chaque fois qu'une pièce quitte un bain de traitement et doit subir un rinçage (quel que soit le nombre de cuves ou d'étapes constituant ce rinçage).</p> <p>La consommation spécifique d'eau ne doit pas excéder 8 litres par mètre carré de surface traitée et par fonction de rinçage. L'exploitant calcule une fois par an la consommation spécifique de son installation, sur une période représentative de son activité. Il tient à disposition de l'inspection des installations classées le résultat et le mode de calcul de cette consommation spécifique ainsi que les éléments justificatifs de ce calcul.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant ne réalise pas annuellement le calcul de sa consommation spécifique en eau.</p> <p>En prévision de l'inspection, il a présenté un calcul.</p> <p>Les modalités de calcul sont à revoir. En effet, certains postes de consommation sont intégrés dans le calcul alors qu'ils ne doivent pas l'être ; de plus, les hypothèses de calcul faites ne permettent pas de retrouver la valeur de consommation totale obtenue avec le relevé du compteur du forage. L'installation d'un compteur intermédiaire permettrait d'obtenir une donnée plus fiable.</p> <p>En revanche, depuis la dernière inspection, l'exploitant a mis en place une gestion de production assistée par ordinateur (GPAO). Aussi, la surface traitée n'est plus issue d'un calcul avec des hypothèses, mais provient d'une valeur réelle.</p> <p><b>L'exploitant doit reprendre son calcul et le transmettre à l'inspection des installations classées. Il doit également le réaliser annuellement pour pallier à toute dérive de sa consommation.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suites
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 5 : Gestion des effluents aqueux pollués

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, article 8.1.5.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Destination des rejets aqueux pollués
<b>Prescription contrôlée :</b> Les bains usés, les eaux de lavage des sols et les eaux de rinçage constituent des déchets qui doivent alors être éliminés dans des installations dûment autorisées à cet effet et satisfaire aux dispositions définies au titre 5 du présent arrêté.
<b>Constats :</b> Les eaux du bain contenant de l'acide fluorhydrique (12 t) ont été intégralement renouvelées en juin 2023 et évacuées par pompage par la société SIRA à Chasse-sur-Rhône (ICPE autorisée à cet effet) en déchets dangereux liquides sous le code déchet correspondant (11 01 05*). Les eaux de rinçage sont stockées en GRV par l'exploitant. Elles ont été récupérées par le même prestataire par un enlèvement séparé sous le code déchet correspondant (11 01 11*).  <b>L'inspection des installations classées n'a pas d'observation à formuler sur ce point.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Plan général des ateliers et des stockages

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Identification des zones à risques
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, des procédés ou des activités réalisés, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. Les parties de l'installation concernées par l'emploi ou le stockage de substances ou mélanges inflammables ou à mention de danger H300, H301, H310, H311, H330, H331, H370 ou H372 tels que définis à l'article 2 sont systématiquement à considérer dans ce recensement. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de danger correspondant à ces risques. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées un plan tenu à jour de l'ensemble des cuves de l'installation précisant pour chacune d'elle ses caractéristiques techniques et chimiques (volume maximum, pH, nom, utilité, concentration, composition, etc.).
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'un plan à jour des ateliers et de stockage des produits dangereux. <b>Concernant les cuves et les stockages de produits chimiques indiqués sur le plan, il convient d'ajouter l'information sur les volumes stockés ou susceptibles de l'être au maximum.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



## N° 7 : Prévention des risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, article 7.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
<b>Constats :</b> L'exploitant fait procéder annuellement au contrôle des installations électriques de son site par la société Bureau Veritas. Le dernier contrôle date du 14 février 2023. Plusieurs non-conformités de calibrage des dispositifs de protection contre les surintensités ont été identifiées (certaines depuis plusieurs années). L'exploitant a fait réaliser un devis en date du 03/04/2023 pour mettre en conformité ses installations, mais ne l'a pas encore fait exécuter car émet des doutes sur le fait que ça réponde à la demande de Bureau Veritas (au regard de travaux déjà réalisés antérieurement) et souhaite s'assurer que les travaux envisagés ne risquent pas de nuire au fonctionnement des machines du site.  <b>L'exploitant doit rapidement lever les doutes émis en reprenant l'attache du prestataire qui doit réaliser les travaux (ZEG à Ceyzérieu) et Bureau Veritas.</b> <b>L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées les justificatifs de la mise en conformité de ses installations électriques.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suites
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 8 : Activité de traitement de surface

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, article 8.1.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Conception et suivi des bains de traitement
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les capacités de rétention sont conçues de sorte qu'en situation accidentelle la présence du produit ne puisse en aucun cas altérer une cuve ou une canalisation. Elles sont aussi conçues pour recueillir toute fuite éventuelle provenant de toute partie de l'équipement concerné et réalisées de sorte que les produits incompatibles ne puissent s'y mêler (cyanure et acide, hypochlorite et acides, bisulfite et acide, acide et base très concentrés...). Elles sont étanches aux produits qu'elles pourraient contenir et résistent à leur action physique et chimique.</p> <p>Les capacités de rétention de plus de 1000 litres sont munies d'un déclencheur d'alarme en point bas, à l'exception de celles dédiées au déchargement. Les capacités de rétention ont vocation à être vides de tout liquide et ne sont pas munies de système automatique de relevage des eaux.</p> <p>La rétention dans laquelle sont exercées les activités de rinçage après pulvérisation du gel décapant (bâtiment B, rétention B) n'est pas visée par cette prescription. La rétention A du bâtiment B et celle de la cuve de phosphatation située dans le bâtiment A doivent être munies d'un déclencheur d'alarme en point bas.</p> <p>L'étanchéité des cuves doit pouvoir être contrôlée à tout moment.</p> <p>Les systèmes de chauffage des cuves sont équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage.</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>Le système de dégraissage-phosphatation a été revu avec un nouveau bain de phosphatation moins volumineux (1 200 l au lieu de 6 000 l). Une alarme est présente sur l'installation.</p> <p>L'exploitant a créé une nouvelle rétention autour du dispositif, cette dernière paraît correctement dimensionnée. Toutefois, <b>l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées le volume exact de cette rétention.</b> Le jour de l'inspection, elle est exempte de tout liquide.</p> <p>La nouvelle installation dispose d'un dispositif de sécurité qui détecte le manque de liquide et arrête le chauffage en cas de détection.</p> <p>Le bâtiment B n'a conceptuellement pas évolué.</p> <p>Il est toutefois à noter qu'une seule cuve de décapage de 9 m<sup>3</sup> (au lieu de 2) est utilisée.</p> <p>Cette cuve dispose d'une rétention intégrée et d'une rétention sous installation (bâtiment).</p> <p>La rétention du bâtiment, qui était vide le jour de l'inspection, est largement dimensionnée.</p> <p>Cette rétention dispose d'une alarme qui a pu être testée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 9 : Gestion des produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, articles 30, 35, 37-5 et Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, articles 7.4.3 et 7.4.5
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, FDS / conditions de stockage
<b>Prescription contrôlée :</b> Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité. Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention correctement dimensionnée. Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.
<b>Constats :</b> Sur les fiches de données de sécurité demandées, l'exploitant n'a pas été en mesure de produire : — celle de l'ARCANE 620 à base d'acide phosphorique, produit laissé par l'installateur de la nouvelle installation de peinture, — celle du Décapoly Améthyste, produit présent sur site mais qui n'est plus utilisé.  Par ailleurs, les FDS des produits GARDOBOND H 7423 et Desox Inoxal sont antérieures à 2020 et sont donc obsolètes (l'annexe II du règlement REACH a été modifiée par le règlement n°2020/878 concernant les exigences relatives au contenu des fiches de données de sécurité (FDS)).  Le produit ARCANE 620 est stocké sur la même rétention que les produits du bain de phosphatation (GARDOBOND), alors que la FDS du GARDOBOND H 7419 indique que le produit ne doit pas être stocké avec des acides forts, ce qui pourrait être le cas de l'ARCANE 620. La gestion des produits incompatibles n'est donc pas pleinement assurée.  <b>L'exploitant doit disposer de FDS à jour pour l'ensemble des produits chimiques dont il dispose sur site. Si le produit n'est plus utilisé, il doit être évacué via une filière agréée.</b> <b>Par ailleurs, l'exploitant doit davantage s'appropriier le contenu des FDS pour prendre les dispositions adaptées en matière de stockage / manipulation et communiquer auprès de son personnel sur les dangers que le produit représente.</b>  Le stock de produits dangereux utilisés pour le bain de phosphatation est mis sur une rétention de 250 l. S'agissant de contenants de 25 kg sur une rétention de moins de 800 l, la capacité de rétention doit être égale à 100 % du volume de produits stockés. Ainsi, <b>la rétention de 250 l ne doit pas accueillir plus de 10 bidons de 25 kgs. Or, le jour de l'inspection, il en a été dénombré 14.</b>  La rétention des GRV d'eaux usées de rinçage est correctement dimensionnée au regard des volumes présents le jour de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suites
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois